

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22092 - 82ÈME ANNÉE

APE UE-Afoa : Après la clôture des négociations entre l'UE et les pays voisins

L'urgence de se mobiliser pour éviter la ruine des Réunionnais dans la mondialisation



Alors que les dirigeants réunionnais concentrent leurs efforts sur l'obtention de toujours plus de financements publics venus de France, un enjeu majeur passe presque inaperçu : l'Accord de partenariat économique renforcé entre l'Union européenne et les pays voisins. En ouvrant aussi les services et les marchés publics à la concurrence régionale, cet accord pourrait fragiliser les derniers emplois productifs réunionnais. Avant son adoption définitive, il est encore possible d'exiger des protections spécifiques pour La Réunion, mais le temps presse. Nos dirigeants choisiront-ils enfin d'agir

ou attendront-ils passivement le choc pour constater les dégâts et demander de l'argent à la France pour maintenir la paix sociale à La Réunion ?

Pendant que le navire s'approche de l'iceberg... L'image est connue. Alors que le Titanic sombrait, l'orchestre continuait de jouer pour distraire les passagers. À La Réunion, la scène semble se répéter. Pendant qu'un bouleversement majeur se prépare pour l'économie réunionnaise, la classe dirigeante reste absorbée par ses combats d'hier : obtenir toujours plus d'argent de la France pour financer des contrats aidés ou atténuer les

difficultés financières des collectivités.

Intégration à la mondialisation sans protection



Pourtant, le 10 mai dernier à Maurice, un événement autrement plus important pour l'avenir de notre pays s'est produit. L'Union européenne, les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ont conclu les négociations d'un Accord de partenariat économique renforcé. A la différence de l'accord intérimaire appliqué jusque-là, l'APE renforcé ne concerne plus seulement les marchandises. Il s'étend aux services, aux investissements et aux marchés publics.

Cela signifie que les entreprises des pays voisins disposeront demain d'un accès facilité au marché réunionnais, tandis que les investisseurs bénéficieront d'un cadre juridique sécurisé et que les appels d'offres publics seront davantage ouverts à la concurrence régionale. Pour les Européens bénéficiaires d'un accès plus ouvert à un marché de plus de 35 millions d'habitants, il s'agit d'un progrès. Pour La Réunion, c'est l'intégration à la mondialisation sans protection.

Silence assourdissant

Car notre île n'est pas située à Bruxelles ou à Paris. Elle

se trouve à 200 kilomètres de Maurice et à moins de 1 000 kilomètres de Madagascar. Dans une région où les écarts de coûts salariaux à compétences égales sont considérables, l'ouverture des services risque d'exercer une pression croissante sur les emplois productifs réunionnais et favoriser leur délocalisation : ceux de la comptabilité, de l'informatique, des télécommunications, de l'ingénierie ou des services aux entreprises.

Et que font nos responsables ? Où sont les réunions d'urgence ? Où sont les prises de position des parlementaires européens élus à La Réunion, de l'Association des maires ? Où sont les collectivités ? Le silence est assourdissant.

Urgence d'agir

Tout n'est pas encore joué. Le texte doit encore être adopté par le Conseil européen où siège un Français représentant les intérêts de La Réunion puis approuvé par le Parlement européen où siègent 3 représentants originaires de La Réunion avant sa ratification par les États signataires. Il existe donc encore une fenêtre politique pour tenter d'obtenir des protections spécifiques pour La Réunion, à l'image de celles dont bénéficient les pays voisins pour leurs secteurs stratégiques.

Mais cette bataille exige une mobilisation immédiate. Chaque jour perdu rapproche un peu plus La Réunion d'une ouverture sans filet à une concurrence régionale pour laquelle elle n'a jamais été préparée.

Pendant que l'orchestre joue, le navire avance à toute vapeur. La question est désormais simple : nos dirigeants choisiront-ils enfin d'agir ou attendront-ils que l'iceberg soit percuté pour constater les dégâts et demander de l'argent à Paris pour maintenir la paix sociale et entretenir un système à bout de souffle ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Malgré l'argent abondant transféré par la France : il manque plus de 50000 logements sociaux

Logement social : l'alerte des bailleurs révèle surtout l'échec d'un système à bout de souffle

Le 2e Forum du Logement Social de La Réunion, organisé ce mercredi 10 juin 2026 au MOCA à Saint-Denis a réuni près de 200 participants, élus, représentants de l'État, collectivités, bailleurs sociaux, partenaires et acteurs associatifs, autour des grands enjeux du logement social à La Réunion. Dans un contexte marqué par la baisse annoncée de l'argent de la France dédié au logement social à La Réunion, les échanges ont permis de rappeler l'ampleur des besoins du pays et l'importance de préserver les moyens nécessaires pour répondre aux attentes des Réunionnais sans remettre en cause le système dépendant largement de l'argent de la France qui a conduit à la crise du logement à La Réunion.

Réunis au deuxième Forum du logement social, les bailleurs, élus et partenaires institutionnels ont tiré la sonnette d'alarme face à la baisse annoncée de la Ligne Budgétaire Unique (LBU), principal outil de financement du logement social outre-mer. Plus de 53.000 demandes de logement social sont aujourd'hui en attente à La Réunion et les projections évoquent un manque pouvant atteindre près de 100.000 logements d'ici 2050.

L'échec d'une politique qui demande toujours plus d'argent à la France

Ces chiffres traduisent une réalité incontestable : malgré des décennies de financements publics, la politique du logement menée jusqu'à présent n'a pas permis de répondre aux besoins de la population. Chaque année, les opérateurs réclament davantage de crédits pour poursuivre la construction, tandis que le nombre de familles en attente continue d'augmenter.

La question mérite d'être posée : pourquoi les coûts de production des logements restent-ils aussi élevés dans une île où 36 % de la population vit sous le seuil de pauvreté ? Alors que les pays voisins construisent à des coûts souvent bien inférieurs, le système réunionnais demeure fortement dépendant des

transferts financiers de la France.

Cette dépendance nourrit un système complexe où interviennent de nombreux acteurs administratifs, financiers et techniques, sans que le problème du mal-logement soit résolu. Les bailleurs alertent aujourd'hui sur la baisse des financements, mais le débat sur la maîtrise des coûts et l'efficacité du modèle reste largement absent.

Construire plus vite et moins cher

Face à l'urgence sociale, une autre voie pourrait être explorée : lancer un vaste programme de construction de logements adaptés au niveau de vie des Réunionnais, en ouvrant la concurrence à l'échelle internationale afin de faire baisser les coûts de production. L'objectif devrait être de répondre rapidement aux besoins des dizaines de milliers de familles en attente plutôt que de perpétuer un système dont les résultats restent insuffisants.

L'alerte lancée par les acteurs du logement social met ainsi en lumière une contradiction majeure : malgré l'importance des financements mobilisés depuis des années, La Réunion demeure confrontée à une crise du logement sans précédent. Plus qu'une simple augmentation des crédits, c'est sans doute une remise à plat du modèle lui-même qui apparaît aujourd'hui nécessaire.

Oté

2030 é la mizèr i sava pa disparète konm par majigador !

Mi koné pa kossa zot i panss kan zot lé an parmi. Mi oi bien zot i rogard lé z 'inn épi lé zot. Mi oi bien tazantan sa i di azot kékshoz. Tète-la i diré mi koné sa ! Tète-la sa i di amwin kékshoz ! In pé d'moune kan i oi fasson l'après dévizaz azot, zot i larg in sourir é lé normal, mé sa i vé pa dir zot i koné inn-é l'ot.

Sak mi koné sé k'tazantan kan mwin lé anparmi in foul de moune, mi domann amwin kissa i apartien bann dis pour san pli rish donk kissa la profite léshèl la néokolonizassion pou fèr zot bèr é i mank pa, shak foi mi di an mwin-mèm si la loi 19 mars 1946 sé in loi d'égalité, alor li lé mal nomé pars sré plito in loi d'inégalité i fodré dir.

Mi rogard ossi si néna la katégori sak i fé parti lo trann-sis sansa lo karant pour san dmoune pov donk bordé par lo sistèm pou ète lo moune atèr i mank pa dann nout sossyété rényonèz... firamézir mi rofléshi dsi lo sistèm départmantalist épi mon konklizyon sé ké li sar zamé in loi d'égalité é lo tan nora bo passé nout sossyété sar touzour inégal é sar touzour divizé rant sak néna lo pourkoi an kantité é sak na pwin son pourkoi zamé.

A toute bann promèss i rovien dann mon tête pou dir : mi paryé in mèrl blan ké la mizèr i sava pa disparète konm par majigador d'issi lané 2030. Apré mi di sa la pa in paryaz pou fèr mé i fo trouv bann solission. Solission ? Kan dann l'ané 1959 nout parti la réklam lotonomi, sa la fé kriye in pé. Son mo d'orde lété déformé. Kan l'ariv la loi d'la réjyonalizassion nout parti la di sa la pa la loi k'va amène nout dévlopman épi la viktoir kont la mizèr épi la viktoir kont linzistiss. Laba dann Pari banna téi kroi mé dopi 1981 ziska2026 sa i fé 45 zané é nou lé touzour landroi nout tout i koné.

Konm lo shantèr i di : lo tan la passé dann lorloz é bann zobzéktif mèm fèb sar pa atin pars nout sistèm ni viv dodan li vé pa sa é lo gouvèrnman gosh konùm droite li vé pa dsa non pli. Bann zénération i va i vien mé bann zobzéktif sinp lé pa atin é sarpa atin si lé shoz i kontinyé konmsa.

A bon antandèr salu !

Justin